

La direction communiste se comporte envers la grève générale avec, bien entendu, beaucoup plus d'honnêteté. Mais la clarté lui manque dans cette question. Or, la clarté est nécessaire. La grève générale est un moyen de lutte très important, mais ce n'est pas un moyen universel. Il y a des cas où la grève générale peut affaiblir les ouvriers plus que leur ennemi direct. La grève doit être un élément important du calcul stratégique et non une poussée dans laquelle est noyée toute stratégie.

D'une façon générale, la grève générale est un instrument de lutte du plus faible contre le plus fort ou, pour mieux préciser, de celui qui, au début de la lutte, se croit plus faible contre celui qu'il croit plus fort : si je ne puis pas me servir moi-même d'un instrument important, j'essaierais d'empêcher mon adversaire de s'en servir ; je ne peux pas tirer le canon, j'en retirerais, tout au moins, le percuteur. Telle est « l'idée » de la grève générale.

La grève générale fut toujours un instrument de lutte contre le pouvoir d'état établi, qui dispose des chemins de fer, du télégraphe, des forces militaires et policières, etc. En paralysant l'appareil d'état, la grève générale « faisait peur » aux autorités, ou bien créait des prémisses pour la solution révolutionnaire de la question du pouvoir.

La grève générale s'avère être un moyen de lutte particulièrement efficace là où les masses travailleuses ne sont mues que par la colère révolutionnaire, mais sont privées d'organisations et d'état-major de combat, et ne peuvent ni estimer par avance le rapport des forces ni élaborer un plan d'opération. Ainsi, on peut se présenter que la révolution anti-fasciste en Italie, commencée par telles ou telles autres rencontres isolées, passe inévitablement par le stade de la grève générale. Ce n'est que par cette voie que le prolétariat dispersé de l'Italie actuelle se sentira de nouveau uni en classe et mesurera la force de résistance de l'ennemi qu'il aura à renverser.

On n'aurait à lutter contre le fascisme en Allemagne par la grève générale qu'au cas où le fascisme serait déjà arrivé au pouvoir et se serait emparé solidement de l'appareil d'état. Mais s'il s'agit de la tentative d'empêcher les fascistes de s'emparer du pouvoir, le mot d'ordre de grève générale devient par avance un lieu commun.

Pendant la marche de Kornilov sur Petrograd, ni les bolcheviks ni les Soviets dans leur ensemble ne songèrent à déclarer la grève générale. Sur les chemins de fer il s'agissait pour les ouvriers et les employés de transporter les armées révolutionnaires et de bloquer les troupes kornilovistes. Les usines ne s'arrêtaient que dans la mesure où les ouvriers devaient partir sur le front. Les entreprises qui desservaient le front révolutionnaire travaillaient avec une énergie redoublée.

Pendant l'insurrection d'Octobre, il ne fut pas non plus question de grève générale. Les usines et les régiments furent, dans leur majorité, déjà la veille de l'insurrection, soumis à la direction bolchevik du Soviet. Appeler les usines à la grève aurait signifié, dans ces conditions, s'affaiblir soi-même et non affaiblir l'adversaire. Sur les chemins de fer, les ouvriers s'efforçaient d'aider l'insurrection ; les employés, sous couvert de neutralité, aidaient la contre-révolution. La grève générale des chemins de fer n'aurait pas eu de sens : la question fut résolue par la prépondérance des ouvriers sur les employés.

Si, en Allemagne, la lutte surgit des rencontres partielles causées par la provocation fasciste, il est fort douteux que l'appel à la grève générale corresponde à la situation. La grève générale signifierait avant tout : couper une ville d'une autre, un quartier d'un autre et même une usine d'une autre. Il est plus difficile de trouver et de réunir les ouvriers qui ne travaillent pas. Dans ces conditions, les fascistes qui ne manquent pas d'états-majors, peuvent avoir, grâce à la direction centralisée, un certain avantage. Il est vrai que leurs masses sont tellement éparpillées que, même dans ces conditions, le complot des fascistes peut être mis en déroute. Mais c'est là un autre côté du problème.

La question des voies de communication, par exemple, doit être envisagée non du point de vue du « prestige » de la grève générale qui exige que tous chôment, mais du point de vue de la nécessité du combat : à qui et contre qui les voies de communication serviront-elles pendant le conflit ?

Il faut se préparer, par conséquent, non pas à la grève générale, mais à repousser les fascistes. Cela signifie : créer partout des bases d'appui, des brigades de choc, des réserves, des états-majors locaux et des centres de direction, une bonne liaison entre eux, des plans élémentaires de mobilisation.

Ce qu'ont fait les organisations locales dans le coin provincial de Bruchsal ou de Klingental, où les communistes avec le S. A. P. et les syndicats, boycottés par le sommet réformiste, ont créé une organisation de défense est, malgré les dimensions modestes, un exemple pour tout le pays. O chefs vénérés, ô sages stratèges, a-t-on envie de leur crier d'ici : apprenez chez les ouvriers de Klingental, imitez-les, élargissez leur exemple, précisez ses formes, apprenez chez les ouvriers de Bruchsal et de Klingental !

La classe ouvrière allemande dispose d'organisations politiques, économiques et sportives puissantes. C'est bien en cela que consiste la différence entre le « régime Brüning » et le « régime Hitler ». Il n'y a là aucun mérite de Brüning : la faiblesse bureaucratique n'est pas un mérite. Mais il faut voir ce qui est. Le fait

principal, le fait fondamental, le fait capital consiste en ceci que la classe ouvrière d'Allemagne est encore armée de toutes ses organisations. Si elle est faible, c'est parce que sa force organisée est mal appliquée. Mais il suffit d'étendre à tout le pays l'expérience de Klingental et l'Allemagne aura un autre aspect. Envers les fascistes, la classe ouvrière pourra, dans ces conditions, employer des moyens de lutte beaucoup plus efficaces et plus directs que la grève générale. Mais si à la suite d'un concours de circonstances, il s'avérait que le recours à la grève générale soit indispensable (une telle nécessité pourrait être provoquée par des rapports déterminés entre les fascistes et les

organes de l'état), le système des comités de défense sur la base du front unique pourrait provoquer une grève générale avec un succès garanti par avance.

La lutte ne s'arrêterait pas à cette étape. Qu'est-ce, au fond, que l'organisation de défense de Bruchsal et de Klingental ? Il faut savoir discerner ce qui est grand dans les petits faits : c'est un Soviet local de députés ouvriers. Il ne se fait pas appeler ainsi et il ne se sent pas tel parce qu'il s'agit d'un petit coin de province. Ici aussi, la quantité détermine la qualité. Transportez cette expérience à Berlin et vous aurez le Soviet berlinois des députés ouvriers !

